



APPEL DU 18 JUIN

Nous venons de subir une nouvelle agression de Luc Chatel (*). Il s'en prend désormais ouvertement et sans vergogne à l'existence même des écoles rurales et la qualité de l'enseignement que tout citoyen français est en droit d'attendre de l'école. Même nous ! Monsieur le ministre demande ainsi à ses recteurs et inspecteurs d'académies :

→ D'augmenter le nombre moyen d'élèves dans les 1^{er} et 2nd degrés, par exemple en passant à 32 élèves par classe en maternelle ! *Prétend-il nous faire croire que, à ce prix-là, un niveau optimal de qualité du service public d'éducation pour nos enfants pourrait être maintenu ? Dans les classes surchargées de Neuilly peut-être ... mais sûrement pas chez nous !*

→ L'abandon de la scolarisation des enfants de 2 ans. *Et pourquoi pas 3 ans ... ou 4 ... ou 5 ... pendant qu'il y est ? Pourrions-nous savoir qui, à ce prix-là, aura alors les moyens de s'occuper de ses enfants si la nation n'assure plus cette mission ? Monsieur le ministre ? Certainement...*

→ De fermer les établissements de petite taille à grand renfort de regroupements, sous couvert de rationalisation des moyens. *Dans nos cantons nous n'avons que des petits établissements !!! Veut-il nous faire comprendre que, à ce prix-là, il nous serait plus raisonnable de désertier nos montagnes dès maintenant ... plutôt que nous entêter à « forcer » nos enfants à assumer nos choix de qualité de vie dans des écoles de proximité à taille humaine ?*

→ De finir de supprimer les RASED (*accompagnement spécialisé des enfants en difficulté*). *Compte-t-il nous rendre coupables, à ce prix-là, de n'avoir pas toujours réussi à ce que nos enfants ne soient pas tous le premier de la classe ? Quels seront les premiers pénalisés ? Ceux de la Place Vendôme ou ceux dont l'isolement les a faits oublier des services d'aide depuis déjà si longtemps ?*

De telles « propositions » (et le ministre en distille bien d'autres encore) auront des conséquences désastreuses pour la réussite scolaire de tous les élèves. L'école est bradée pour une économie d'un demi-milliard d'euros par an. Pour rappel le coût de la TVA dans la restauration c'est 4.6 milliards d'euros par an, le coût de la loi du paquet fiscal c'est 13 à 14 milliards par an, le coût de la fraude fiscale c'est entre 29 et 40 milliards par an.

Mais le dernier mot est-il dit ? L'espérance doit-elle disparaître ? La défaite est-elle définitive ? Non !

SOS Ecoles de Montagne invite les citoyennes et les citoyens à résister. Rejoignez-nous dans nos actions futures.

(*) Documents ministériels remis aux inspecteurs d'académie comprenant les fiches de suppressions de postes qu'ils doivent faire remonter.

Détails des « propositions » sur notre blog : <http://ecolesdemontagne.blogspot.com/>